

"Interview de Valéry Giscard d'Estaing" dans Communauté européenne (Avril 1969)

Légende: En avril 1969, Valéry Giscard d'Estaing, ancien ministre français des Finances, accorde au mensuel Communauté européenne une interview dans laquelle il analyse les problèmes urgents, notamment monétaires, de la construction européenne.

Source: Communauté européenne. Bulletin mensuel d'information. dir. de publ. FONTAINE, François. Avril 1969. Paris: Service d'Information des Communautés Européennes.

Copyright: Libre reproduction, mention d'origine obligatoire.

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"interview_de_valery_giscard_d_estaing"_dans_communaute_europeenne_avril_1969-fr-f36c868e-360f-417d-9882-a7a9459f2197.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

Interview de Valéry Giscard d'Estaing

L'Europe peut-elle continuer sans une monnaie commune ?

Fondamentalement, il n'y a pas compatibilité entre la libre circulation des marchandises, des capitaux ou des hommes et l'absence d'un dispositif monétaire symétrique. S'il n'existait aucune construction monétaire commune, la moindre secousse intérieure d'ordre monétaire, économique, social ou politique suffirait à pousser un pays à adopter des mesures d'isolement contraires aux objectifs du Marché Commun. On l'a bien vu dans le cas de la France récemment. On a abouti à une incompatibilité absolue : les difficultés monétaires européennes – du fait de la France mais aussi de la R.F.A. – ont provoqué des mesures qui étaient opportunes au moment où elles ont été prises mais qui nous ont encore écartés de l'harmonisation fiscale européenne, à cause de la hausse intervenue dans notre fiscalité indirecte.

Cela signifie qu'il faut mettre en place une monnaie européenne ?

Il faut aborder les problèmes sous un angle pratique. Il ne s'agit pas de créer un mythe de plus, mais d'organiser un mécanisme monétaire qui puisse rendre effectivement service. Cela signifie que l'on répond à deux préoccupations :

– Éviter les effets de nouveaux chocs internes, c'est-à-dire le retour d'une nouvelle crise dans le genre de celle de novembre et ses conséquences.

– Admettre que, dès lors que l'on obtiendra une harmonisation conjoncturelle, agricole, fiscale, etc., cette harmonisation devra nécessairement s'étendre au secteur monétaire.

Sur le premier point, nous avons besoin d'une action rapide ; je m'étonne de la timidité dont tout le monde fait preuve depuis novembre. Si une nouvelle crise monétaire survenait ce printemps, rien ne serait changé. C'est là une très grave responsabilité et j'en perçois mal les motifs. On a bien su dans les années 1950, avant qu'il y ait le Marché Commun, faire fonctionner une Union européenne des paiements. Je ne comprends pas pourquoi, aujourd'hui, on ne serait pas capable de faire quoi que ce soit.

Je suis également frappé de constater que, dans le cadre des réformes monétaires et du débat sur les droits de tirage spéciaux, l'Europe s'est battue pour obtenir une « minorité de blocage » dans les votes ; or, pour, tirer parti de cette décision, l'Europe devrait voter de façon homogène ; la crise de novembre a montré que cette homogénéité n'existe pas. Si nous n'arrivons pas à une concertation monétaire, le risque est grand que les garanties que nous avons obtenues n'aient aucun effet pratique au Fonds monétaire international.

Q : Concrètement, que proposez-vous ?

Je propose d'abord que l'on réunisse tout de suite une conférence monétaire à six. Cela n'aurait pas du tout les mêmes inconvénients qu'une grande conférence monétaire internationale : cette dernière n'est pas possible car elle déclencherait une spéculation invraisemblable dans la perspective d'une revalorisation du prix de l'or. Il suffit de voir ce qui s'est passé en novembre dernier, dès que l'on a annoncé la réunion des ministres des Finances des « Six » à Bonn.

J'ajoute que, de toute façon, une hausse du prix de l'or paraît à l'heure actuelle une idée totalement déraisonnable : il est illusoire de penser que, dans la situation inflationniste du monde d'aujourd'hui, un tel accroissement de la masse monétaire existante pourrait apporter un quelconque élément de stabilisation. Cela n'est concevable qu'à condition que les sommes ainsi dégagées soient consacrées à rembourser les dettes accumulées entre banques centrales et que chaque pays s'engage à ne plus détenir de devises dans ses réserves. Aujourd'hui, cette idée n'est acceptée par personne. Au lieu d'apporter un remède, la hausse du prix de l'or provoquerait une inflation supplémentaire.

En revanche, une conférence à six n'offrirait pas les mêmes dangers car les « Six » ne peuvent modifier, à eux seuls, le prix de l'or et ni la France ni la R.F.A. n'ont, pour le moment, l'intention de modifier la parité

de leur monnaie.

Que pourrait décider une telle conférence ?

Je songe à trois décisions concrètes qui me paraissent loin d'être utopiques :

– des concours monétaires en cas de crise : c'est le prolongement des propositions faites par la Commission de Bruxelles. Mais il ne faut pas en attendre des résultats extraordinaires.

– la création en commun d'une agence monétaire européenne : dans un premier temps, elle gérerait une partie des réserves de changes et aiderait à une harmonisation de l'attitude à l'égard des marchés extérieurs ; c'est elle qui apporterait l'aide commune aux autres monnaies en difficulté et c'est elle qui recevrait les aides en devises apportées de l'extérieur aux « Six ».

– l'instruction d'une unité de compte européenne. Vous savez qu'actuellement l'unité de compte est le dollar et que tous les règlements entre les « Six » se calculent en dollars. Cette pratique est extraordinaire pour une zone qui dispose de réserves supérieures à celles des Etats-Unis et qui a justement parmi ses objectifs de supprimer la suprématie du dollar. On pourrait définir une unité de compte par rapport à l'or et l'assortir d'une garantie dans l'hypothèse d'une dévaluation générale des monnaies : elle ne serait dévaluée que dans la proportion de la monnaie la moins dévaluée.

[...]